

# CAMPAGNE 2000 METTONS FIN À LA PAUVRETÉ DES ENFANTS ET DES FAMILLES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

24 novembre 2016

## Le rapport de 2016 de Campagne 2000 fournit une feuille de route pour éradiquer la pauvreté des enfants et des familles au Canada

**TORONTO** – Le Canada souffre d'un problème chronique de pauvreté infantile. Le gouvernement fédéral est en mesure de le régler, mais pour y arriver, il doit s'attaquer à la racine des problèmes qui minent les familles, soutient Anita Khanna, coordonnatrice nationale de Campagne 2000. Les recommandations formulées dans le rapport national portent sur le logement, la précarité d'emploi, les failles du filet de sécurité sociale, les inégalités de revenu et les services éducatifs et de garde à l'enfance.

« Les enfants et les familles ont besoin d'un leadership fédéral audacieux, soutenu et fondé sur la collaboration pour élaborer un plan global de lutte contre la pauvreté globale capable d'éradiquer la pauvreté. Près d'un enfant sur cinq au Canada vit en situation de pauvreté parce que les familles sont aux prises avec des emplois précaires, des coûts de logement exorbitants et des services de garde inégaux et inabordable, tout en essayant de ne pas glisser entre les mailles du filet de sécurité sociale. L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'engagement du gouvernement à réduire la pauvreté infantile et à surveiller les progrès en ce sens sont d'importantes étapes franchies pour vaincre la pauvreté des enfants. Mais, considérant que 1,3 million d'enfants vivent en situation de pauvreté et que le Canada se classe 26<sup>e</sup> sur 35 pays selon un classement de l'UNICEF sur les inégalités, clairement notre travail est loin d'être achevé. Comme geste immédiat à poser, nous demandons avec instance au gouvernement d'indexer l'ACE à l'inflation à compter de 2017 pour permettre aux familles de suivre l'augmentation du coût de la vie », dit Khanna.

« Les périodes au cours desquelles un enfant vit en situation de pauvreté ont des répercussions physiques, psychologiques et sociales immédiates et à long terme. Non seulement la pauvreté durant l'enfance empêche-t-elle les enfants de s'épanouir pleinement, mais elle est une menace à la santé publique et au succès futur de notre pays. Les services de santé complémentaires, les services de garde accessibles et abordables, les programmes de nutrition et de logement ciblés sont autant de mesures pour aider les enfants et les jeunes à se développer et à s'épanouir », dit Marie-Adele Davis, directrice générale de la Société canadienne de pédiatrie.

Le rapport de 2016 de Campagne 2000, « Une feuille de route pour éradiquer la pauvreté des enfants et des familles », est un instantané de l'ampleur du problème chronique de pauvreté au Canada. Il met en relief comment la pauvreté mine les progrès et le potentiel des enfants et il propose des solutions stratégiques pour en orienter l'élimination. La publication du rapport national de 2016 est coordonnée avec celle de sept rapports provinciaux préparés par des partenaires de Campagne 2000 en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Investir pour réduire la pauvreté des enfants et des familles doit être une priorité de tous les gouvernements. « Pour mettre fin à l'indignité de la pauvreté, le gouvernement fédéral, dans toutes ses décisions de dépenses, de programmes et de services, doit adopter une perspective de réduction de la pauvreté des enfants et des familles, dit Sid Frankel, professeur en travail social à l'Université du Manitoba. Le gouvernement fédéral est bien placé pour examiner les variations régionales dans les politiques et les programmes, déterminer les mesures qui, universellement, nuisent aux enfants et promouvoir des actions dans l'intérêt supérieur des enfants. Par exemple, la récupération des pensions alimentaires des enfants de familles monoparentales assistées sociales prive ces enfants du soutien au revenu auquel ils ont juridiquement droit. Aussi, les services de garde sont une mosaïque de services inégalement organisés et distribués à travers le Canada et sous-financés partout au pays. À cet égard, un leadership solide de la part du gouvernement fédéral peut égaliser les chances des enfants et des familles où qu'ils vivent au pays ».

« Nous devons aussi concentrer nos efforts à mettre fin à la discrimination dont sont victimes des groupes d'enfants dont les taux de pauvreté sont plus élevés, notamment les enfants dont une femme est le soutien économique, les enfants autochtones, les enfants racialisés, les enfants présentant des incapacités et les enfants nouvellement immigrés au pays, dit Anita Khanna. Notre rapport fournit au gouvernement une feuille de route pour éradiquer la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Avec l'avenir de nos enfants en jeu, c'est l'avenir du pays qui est en jeu. Le gouvernement doit immédiatement appuyer sur la pédale d'accélérateur pour que le Canada laisse derrière lui la pauvreté infantile ».

Campagne 2000 est un réseau pancanadien non partisan de 120 organismes nationaux, provinciaux et communautaires engagés à éliminer la pauvreté des enfants et des familles. Pour tous les rapports de Campagne 2000, rendez-vous à <http://www.campaign2000.ca>

-30-

### **Personnes-ressources pour le rapport national (anglais et français)**

Anita Khanna, Campagne 2000 : (416) 788-3439 ou (416) 595-9230, poste 250

Sid Frankel, Université du Manitoba : (204) 295-3749

Liyu Guo, Campaign 2000 : 416-595-9230, poste 244 ou 416-624-1885. (suite à la page suivante)

Rachel Gouin, Repaires jeunesse du Canada : 416-788-3439

Hélène C. Ménard, Centre d'éducation financière : 416-788-3439 ou 416-624-1885.

### **Coordonnées pour les rapports provinciaux :**

Colombie-Britannique, First Call : BC Child and Youth Advocacy Coalition - Adrienne Montani 604-709-6970

Saskatchewan – Miguel Sanchez ou Paul Gingrich, Social Policy Research Unit, Université de Regina, 306-585-4848

Manitoba – Donald Benham, Winnipeg Harvest, 204-982-3675 ou 204-227-0756 (cellulaire)

[donald.benham@winnipeg Harvest.org](mailto:donald.benham@winnipeg Harvest.org)

Ontario – Jessica Mustachi, Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230, poste 241 [JessicaMu@familyservicetoronto.org](mailto:JessicaMu@familyservicetoronto.org)

Nouveau-Brunswick – Randy Hatfield, Saint John Human Development Council, 506-645-1145, [randy@sjhdc.ca](mailto:randy@sjhdc.ca)

Nouvelle-Écosse - Christine Saulnier, CCPA N.S. Bureau 902-240-0926

Île-du-Prince-Édouard, Mary Boyd, PEI Coalition for a Poverty Eradication Strategy 902-892-9074 ou 902-388-2693 (cellulaire)

### **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :**

**Faits saillants du rapport national 2016, *Une feuille de route pour éradiquer la pauvreté des enfants et des familles au Canada.***

**La pauvreté des enfants a augmenté depuis 1989 :** de 15,8 % à 18,5 % aujourd'hui; 60 % d'enfants autochtones au statut d'Indien vivent en situation de pauvreté dans les réserves. **Le taux de pauvreté est plus élevé chez les enfants de moins de six ans;** 19,7 % à l'échelle nationale et jusqu'à 45,1 % au Nunavut.

**L'Allocation canadienne pour enfants doit être indexée à l'inflation en 2017 pour réaliser son potentiel à réduire la pauvreté.** Des mesures doivent être prises pour améliorer l'accès à l'ACE pour les enfants de familles marginalisées dont les taux de pauvreté sont plus élevés, y compris les enfants autochtones dans les réserves ou dont les parents font appel de leur demande d'asile déboutée.

**Une personne sur sept dans les refuges pour sans-abri est un enfant.** Vivre dans un logement inadéquat, surpeuplé et inabordable est associé à un plus grand risque d'asthme et de blessures, à la propagation accélérée de maladies transmissibles, à une alimentation insuffisante, à l'anxiété et l'insomnie, au manque d'exercice physique et à un rendement scolaire diminué.

**Le Canada a besoin d'une stratégie de bons emplois et de salaires décentes :** Plus de 2 millions de travailleurs et de travailleuses sont aux prises avec des emplois temporaires.

**Le Canada a encore besoin d'un programme national de services de garde à l'enfance.** Le nombre de places en services de garde réglementés suffit seulement à répondre aux besoins de 25 p. cent des enfants âgés de zéro à douze ans.

**Les enfants dans des familles monoparentales dirigées par une femme, dans une famille racialisée, immigrante ou autochtone, dans une famille touchée par des incapacités sont victimes de discrimination liée à la pauvreté.** Les familles marginalisées sont plus susceptibles de vivre en situation de pauvreté, ce qui entraîne des inégalités sociales et économiques persistantes.

**307 000 enfants fréquentent au cours d'un mois typique une banque alimentaire,** n'ayant pas accès à une alimentation suffisante, saine, nutritive et de bonne qualité.

**Les transferts gouvernementaux préviennent la pauvreté : 712 000 enfants de plus vivraient en situation de pauvreté sans les transferts.** Toutefois, le Canada tire de l'arrière au chapitre de ses dépenses publiques pour les familles, dépensant 1,18 % de son PIB comparativement à la moyenne de 2,14 % des pays de l'OCDE.